



Le retour des maths dans le tronc commun permettra-t-il aux lycéens de rattraper leur retard ?

Le ministre de l'Education nationale, Pap Ndiaye, a annoncé dimanche enterrer l'une des mesures les plus controversées de son prédécesseur, Jean-Michel Blanquer. A partir de la rentrée prochaine, tous les lycéens de première générale étudieront les mathématiques. Elles vont faire leur retour. Sorties du tronc commun en 2019 avec la réforme Blanquer, les mathématiques redeviendront « obligatoires » à la rentrée 2023 pour tous les lycéens de filière générale, dès la classe de première. Une heure et demie de cours par semaine sera donnée aux élèves qui n'ont pas choisi la spécialité mathématique

« Cette décision relève d'une bonne intention, mais ce n'est pas assez, voire, cela pourrait se révéler contre-productif », analyse auprès de « l'Obs » Claire Lommé, membre du bureau de l'Association des Professeurs de Mathématiques de l'Enseignement public (APMEP) et elle-même professeure de mathématiques :

« Cette heure et demie hebdomadaire ne sera pas suffisante pour doter les élèves des connaissances et des outils mathématiques nécessaires pour pouvoir poursuivre leurs études dans des filières scientifiques. Mais ils pourraient penser que le tronc commun suffit, et qu'il n'est pas nécessaire de prendre la spécialité maths. »

De son côté, s'il salue le retour d'un enseignement obligatoire des maths en première, Jérôme Fournier, secrétaire national Education au sein du syndicat enseignant SE-Unsa, aurait préféré que tous les élèves, même ceux qui ont choisi la spécialité, soient concernés. « Là, on a un tronc commun qui n'a finalement pas grand-chose de commun », regrette-t-il.

Des retards accumulés difficiles à rattraper

Cette mesure s'inscrit dans une stratégie pilotée par le ministre de l'Education nationale, Pap Ndiaye, visant à faire de 2023 « l'année de promotion des mathématiques », avec à la clef deux objectifs : « réconcilier tous les élèves » avec cette discipline et « promouvoir l'égalité filles-garçons »

D'après une note de la Depp (la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance), le service statistiques du ministère de l'Education nationale, le nombre d'heures de maths dispensées aux terminales et premières générales et technologiques a chuté de plus 18 % entre 2018 et 2020, soit environ 33 500 heures en moins. Et en 2021, selon les chiffres du ministère de l'Education nationale, 36 % des élèves ne faisaient plus de mathématiques en classe de première, contre seulement 13 % avant 2019.

La décision du ministère de revenir sur la mesure la plus controversée de la réforme Blanquer sera-t-elle suffisante pour combler ce retard ? Rien n'est moins sûr, selon Claire Lommé. « Une heure trente par semaine ne remontera pas le niveau en termes de savoir mathématique, c'est trop peu. » Même constat chez Sophie Vénéitay, secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire. « On est quand même perplexe. Une heure trente, ce n'est même pas le volume horaire qui correspondait à l'option maths dans l'ancienne filière littéraire. »

Elle émet également des doutes quant à la capacité pour les élèves d'enchaîner avec les « maths complémentaires » en classe de terminale. « Penser qu'on va pouvoir regrouper les spécialités, qui ont quatre heures hebdomadaires de mathématiques, et



les troncs communs qui n'en ont qu'une heure et demie, c'est complètement illusoire. »

Jérôme Fournier, lui, estime que si cette mesure ne poussera pas plus d'élèves vers des études supérieures scientifiques, elle aura au moins le mérite de rappeler que « les maths ont toute leur place dans le cursus scolaire jusqu'en première, mais surtout pour tout le monde ». Et d'empêcher les élèves « pas très bons » de décrocher dès le premier trimestre de seconde, dans la perspective d'arrêter les mathématiques l'année d'après. « Peut-être que le niveau moyen en maths va un peu s'élever. »

Résorber les inégalités de genre

Autre problématique, qui pourrait ne pas être résolue, celle des inégalités de genre creusées par la réforme de 2019. Les inégalités entre filles et garçons en mathématiques ont en effet été démultipliées, avec une chute du nombre de filles étudiant cette matière.

« Alors que la part des filles en terminale scientifique progressait régulièrement depuis 1994, celle des filles dans l'enseignement de spécialité mathématique en terminale est redescendue au-dessous du niveau de 1994, chutant de près de 8 points après deux ans de mise en place de la réforme », déplorent l'APMEP, l'association Femmes et Mathématiques, la Société mathématique de France (SMF), l'Union des Professeurs de Classes préparatoires scientifiques (UPS), les Irem (Instituts de Recherche sur l'Enseignement des Mathématiques) ou encore l'Association pour la Recherche en Didactique des Mathématiques (ARDM), dans un communiqué publié en janvier.

Les organismes soulignaient notamment que « ce décrochage est encore plus édifiant en première générale, où près de la moitié des filles abandonne les mathématiques en fin de seconde en 2021, alors qu'elles étaient jusqu'en 2018 environ 83 % à poursuivre un enseignement de mathématiques »

Jérôme Fournier craint cependant que le système de tronc commun différencié de la spécialité mathématique ne soit pas suffisant pour résorber ces inégalités : « On va créer deux niveaux de maths en première : la spécialité pour les "bons" et le tronc commun pour les "moins bons". Les filles ayant tendance à minimiser leurs capacités, elles risquent de se tourner en majorité vers l'enseignement du tronc commun... »

Dimanche, Pap Ndiaye a confié la mission d' « ambassadeur » à Hugo Duminil-Copin, qui a reçu la médaille Fields en juin, pour porter, auprès de la jeunesse, « ce message positif sur les mathématiques et les rendre plus attractives », indique le ministère.

